



MINISTRE DE L'ECONOMIE DU PLAN ET DE LA COOPERATION

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES

**OBSERVATOIRE DE SUIVI DU BUDGET SOCIAL
(OSBS)**

**TERMES DE REFERENCES¹
POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E)**

**IDENTIFICATION DU POTENTIEL DES DEPENSES SOCIALES DANS LES
POLITIQUES SOCIALES DES GRANDES ENTREPRISES**

Avril 2021

¹ Diffusé sur le site de la DGPPE/MEPC
www.economie.gouv.sn

1. Contexte et justification

Le Sénégal, à l'instar des États africains, a pris une option résolue de développement qui assure un accès durable aux services sociaux de base et une préservation accrue des moyens de subsistance pour les populations, dans leurs terroirs.

Fort de cela, le gouvernement du Sénégal a adopté un nouveau modèle de développement pour accélérer sa marche vers l'émergence. Cette stratégie, dénommée Plan Sénégal Émergent (PSE), constitue le référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme. Le gouvernement engage, à cet effet, les ruptures qui permettent d'inscrire le Sénégal sur une nouvelle trajectoire de développement. Ces ruptures se traduisent par des actions permettant de relever durablement le potentiel de croissance, de stimuler la créativité et l'initiative privée afin de satisfaire la forte aspiration des populations à un mieux-être, autour de (i) la promotion de terroirs et des pôles économiques viables, (ii) l'amélioration significative des conditions de vie des populations et (iii) le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et libertés et de la consolidation de l'État de droit.

La réussite du Plan Sénégal Emergent (PSE) suppose des entreprises pleinement conscientes de leurs responsabilités et fortement imprégnées des valeurs d'éthique, de partage et de solidarité. En effet, au regard du diagnostic économique et social et des mutations de l'environnement international caractérisé par une compétition de plus en plus exacerbée et inéquitable, il s'avère nécessaire de trouver des mécanismes qui s'appuient sur le sens de la responsabilité et du partage pour lutter contre la pauvreté, favoriser la redistribution des revenus, réhabiliter les sites écologiques et prendre en compte les droits humains.

Le territoire local s'est avéré être le niveau le plus pertinent d'implémentation du développement car étant le réceptacle direct des entreprises. A travers donc leur politique RSE, les entreprises ont trouvé les voies et moyens d'agir sur le développement de leurs territoires d'implantation. Ainsi la contribution des grandes entreprises dans les territoires doit être vectrice d'un développement local durable.

Des modèles d'investissements socialement responsables commencent d'ailleurs à se répandre un peu partout au Sénégal, à l'initiative de grandes entreprises du secteur des mines, des infrastructures, des télécommunications etc. Ces pratiques concernent souvent les filières à haute valeur ajoutée et à fort effet d'entraînement

sur l'économie locale. Grâce à une meilleure visibilité de ces initiatives, un pas important dans le déploiement de la RSE au Sénégal pourrait se réaliser. Mais elle ne pourra se diffuser en profondeur que si les parties prenantes arrivent à construire par elles-mêmes et collectivement des instruments de déploiement de la RSE conçus à partir des fondements et des réalités de leurs terroirs.

La majorité des entreprises confondent la pratique du mécénat à celle de la RSE. Elles investissent dans des actions qualifiées paradoxalement de sociétales ou de développement relevant davantage du domaine caritatif, contrairement à la RSE qui contribue à assurer des retombées économiques au profit des populations tout en respectant les principes du développement durable.

2. Objectif de la mission

L'objectif de la présente mission est l'identification du potentiel des dépenses sociales dans les politiques sociales des grandes entreprises. Elle devra permettre de cerner l'impact de la RSE dans les secteurs sociaux, d'encourager ces politiques ou à mieux les orienter afin de lutter contre les inégalités sociales.

3. Tâches du Consultant

Les tâches du Consultant consisteront à :

- Dégager des conseils et des bonnes pratiques RSE dans/pour les entreprises
- Mettre en place une stratégie nationale RSE
- Faire une analyse stratégique des besoins RSE
- Déterminer l'impact de la RSE dans le secteur social
- Amener les entreprises à prendre des engagements publics en matière de RSE
- Faire comprendre le lien entre la RSE et la profitabilité
- Etablir une liste d'enjeux stratégiques prioritaires
- Poser les bases d'un plaidoyer pour favoriser l'emploi des jeunes
- Développer des indicateurs de progrès pour mesurer les actions RSE
- Développer un plaidoyer pour une augmentation des budgets RSE
- Faire des recommandations fortes aux acteurs de la RSE
- Ressortir les avantages de l'investissement de la RSE dans les dépenses sociales pour un développement national et durable.

- Démontrer la nécessité d'assurer un accès équitable pour les femmes et les hommes aux emplois dans le marché local de fournitures de biens et services pour l'industrie
- Proposer une stratégie pour la production de rapports RSE (avec les critères de la GRI G 4)
- Actualiser la feuille de route et le plan d'action du projet dénommé « *Plateforme Multi-Partenariale de la Responsabilité Sociétale des Entreprises au Sénégal* »

4. Méthodologie

Sur le plan méthodologique, l'étude se basera sur une analyse documentaire, des entretiens avec les parties prenantes, des techniques d'analyses quantitative et qualitative sur l'ensemble du potentiel de dépenses sociales dans les politiques sociales des grandes entreprises au Sénégal et de leur impact sur le bien-être des populations. Il appartiendra au Consultant d'identifier les sources documentaires nécessaires à la réalisation de l'étude.

Le Consultant s'attachera à exploiter toutes les données disponibles, en mentionnant de manière précise les sources, les unités et les dates correspondant aux chiffres ou informations fournis pour appuyer l'analyse. Des échanges de travail avec le comité technique de l'Observatoire de Suivi du Budget Social (OSBS) chargé du pilotage de l'étude sont également prévus tout au long de la mission.

Le Consultant apportera sa contribution et participera à l'atelier de validation technique avec la production d'une présentation « Power Point » du contenu du rapport provisoire. Il devra nécessairement intégrer dans un rapport final toutes les observations et recommandations issues de la réunion de validation.

Il est à noter également que le Consultant sera sollicité pour participer aux réunions techniques de travail qui seront organisées sous la coordination du comité technique de l'OSBS.

NB : Le Comité technique de l'Observatoire de Suivi du Budget Social, chargé du pilotage de la mission, organisera une réunion de démarrage de la mission du consultant(e) retenu(e) afin de :

- Convenir de la méthodologie de travail à adopter (versions provisoires, modalités de suivi des travaux, approbation des livrables).
- Convenir d'une manière plus précise des spécifications techniques des livrables.

5. Livrables

Livrables	Critères de qualité	Délai
Note méthodologique avec un chronogramme détaillé de la mission	Document de méthodologie avec un plan détaillé et un chronogramme réaliste qui intègre toutes les étapes importantes de la mission suivant une démarche claire, cohérente et en accord avec les TDR	Dépôt dossier
Rapport d'étape intermédiaire axé à la fois sur un diagnostic et sur une analyse approfondie du potentiel des dépenses sociales dans les politiques sociales des grandes entreprises	Présentation des informations clés attendues de façon claire et synthétique Le rapport d'étape est en cohérence avec les TDR et la méthodologie proposée	Sur la base du calendrier initial proposé dans la note méthodologique
Version provisoire du rapport sur l'identification du potentiel des dépenses sociales dans les politiques sociales des grandes entreprises.	La mise en page et la syntaxe sont jugées correctes	Sur la base du calendrier initial proposé dans la note méthodologique
Version finale du rapport sur l'identification du potentiel des dépenses sociales dans les politiques sociales des grandes entreprises.	Prise en compte des observations pertinentes formulées sur le rapport (prise en compte de l'ensemble des commentaires et remarques)	A la fin de la mission en tenant compte de la programmation d'un atelier de validation technique des résultats de l'étude

NB : Tous les livrables seront soumis pour examen et approbation aux membres du Comité technique de l'Observatoire de Suivi du Budget Social.

6. Profil du Consultant

La mission sera réalisée par un Consultant, spécialiste en RSE, ayant au moins 10 années d'expérience dans le domaine concerné par la mission :

- Diplôme d'études universitaires, de préférence niveau Master ou plus en sciences juridiques, économiques ou équivalent ;
- Bonne connaissance du droit des affaires, de l'administration fiscale et de la problématique;
- Connaissance en développement durable, environnement, responsabilité sociale et sociétale des entreprises ;
- Capacité d'écoute, d'analyse et de synthèse ;
- Bon relationnel, bon sens de la communication ;
- Force de proposition et conviction ;
- Expérience de travaux similaires ;
- Bonne connaissance technique des cadres de financement du développement ;
- Excellente capacité d'analyse et de rédaction ;
- Bonne maîtrise de la norme ISO 26000 ;
- Capacité d'analyse et de synthèse des données budgétaires- financières et socio-économiques ;
- Bonne connaissance des méthodes de travail et des procédures des entreprises.

7. Contenu de l'offre

Une offre technique et une offre financière devront être présentées par les consultants désirant postuler.

Exigences d'application: Offre technique, Offre Financière (séparées).

L'offre technique doit comprendre les éléments suivants :

1. Une note méthodologique qui présente de façon claire, précise et concise les modalités de gestion et d'organisation de cette étude, la démarche/approche, les outils et les tâches à entreprendre, les ressources humaines, techniques et logistiques, ainsi que le planning détaillé des activités à réaliser du début à la fin de la mission (maximum 5 pages).

2. Les CV détaillés et signés du personnel clé qui sera mobilisé. Ces CV devront mentionner les diplômes, les expériences et les compétences en rapport avec cette mission.
3. Un planning des activités avec un échéancier.
4. Un planning du nombre de jours effectifs de consultation et de travail.

L'offre financière accompagnant l'offre technique doit présenter le budget détaillé des activités, en cohérence avec la démarche présentée dans l'offre technique pour le résultat attendu. L'offre financière doit prendre en compte tous les coûts liés à la mission : aussi bien les ressources humaines, matérielles que logistiques (y compris le transport).

Les critères de sélection des candidats sont fondés sur les qualifications, compétences, expertise et expérience dans le domaine demandé et la qualité du dossier conformément au tableau d'évaluation des candidats.

Les Consultants peuvent envoyer leurs candidatures et leurs offres (lettre de motivation +CV en précisant l'objet, par email aux adresses électroniques suivantes : observatoire.budgetsocial@economie.gouv.sn et amsata.sene@gmail.com, au plus tard le lundi 7 juin 2021, à 17 heures précises.